



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 12 JUIN 2018

# RAFFINERIE DE LA MÈDE VS PLAN CONTRE LA DEFORESTATION IMPORTÉE : KO « TOTAL » DE L'ENVIRONNEMENT

Alors que le gouvernement promet depuis l'été dernier un grand plan de lutte contre la déforestation importée, il vient d'autoriser l'exploitation d'une raffinerie Total qui importera, dès cet été, un demi-million de tonnes d'huile de palme destinée à alimenter ses pompes à essence. France Nature Environnement dénonce un non-sens total d'un point de vue social, économique et environnemental ; et estime qu'à La Mède comme ailleurs, il est grand temps de stopper l'importation d'huile de palme issue de la déforestation.

### La déforestation importée, un fléau grandissant

L'aggravation de la pression sur les forêts tropicales et du déficit commercial de la France sont une réalité qu'il faut prendre à bras le corps. Les statistiques de la FAO sont édifiantes : de 10 millions de dollars en 1970, les importations françaises d'huile de palme sont passées à 60 millions en 2000, pour atteindre plus de 500 millions de dollars en 2013. Septième plus gros importateur mondial d'huile de palme, la France en a importé 900 000 tonnes en 2017 et est loin d'être le seul pays à connaître cette explosion. Face au fléau de la déforestation, les constats scientifiques et les chiffres alarmants s'accumulent depuis plusieurs décennies. Les causes sont connues, [un faisceau de solutions](#) également, et des déclarations d'intention nationales ou internationales paraissent régulièrement. Malgré cela, les grands massifs forestiers tropicaux, les plus touchés par la déforestation, continuent de disparaître sous la pression de l'extension des surfaces agricoles, responsable de 73% de la déforestation.

### Opposer les emplois à l'environnement n'a que trop duré : des alternatives existent

Le gouvernement a expliqué avoir hérité de ce dossier de reconversion de la raffinerie Total de La Mède, sans pouvoir réellement agir et en ayant le souci du maintien de l'emploi. Mais alors que le Parlement européen a voté l'interdiction de l'huile de palme dans les carburants en 2021, quelle pérennité pour ce projet ? Il existe pourtant des alternatives à l'importation massive d'huile de palme, comme la valorisation locale des huiles alimentaires usagées, dont le rapport bénéfices-impacts environnementaux est nettement plus favorable. Cela créerait même des emplois au-delà du seul site de Total à La Mède, ce que ne permettra pas l'utilisation d'huile de palme importée. L'analyse des perspectives, y compris pour la sauvegarde de l'emploi, doit être entièrement revue à l'aune du vote des parlementaires européens, afin d'élaborer un projet pour le site de La Mède qui soit en mesure de perdurer après 2021.

Pour **Gilles Marcel, Président de France Nature Environnement PACA**, « cette autorisation de production de biocarburant va à l'encontre de la transition énergétique qui passe notamment par : moins de transport routier, la mobilité active et les transports collectifs. L'actuel projet de la Mède n'est résolument pas tourné vers l'avenir ».



## Une Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée qui tarde à arriver

Pour que la consommation des Français ne provoque plus de déforestation à l'autre bout du monde, le gouvernement s'était engagé à publier, d'ici mars 2018, une Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI). Cette stratégie doit couvrir de nombreux produits que nous consommons directement (cacao, café) ou indirectement (soja et maïs, pour nourrir le bétail dont nous consommons la viande, le lait ou les œufs). Présente dans une multitude de produits de consommation courante et facteur important de déforestation, l'huile de palme en fait évidemment partie.

Mais le processus patine. Les consultations préalables avec les parties prenantes ont été reportées puis finalement jugées superflues, la Stratégie Nationale fait toujours l'objet de discussions entre plusieurs ministères, influençant son niveau d'ambition. Rappelons qu'un projet de taxe sur l'huile de palme avait été abandonné en 2013 suite aux menaces de rétorsion commerciale des gouvernements indonésien et de malaisien, et que les importations de soja et de produits bovins, notamment du Brésil, sont au cœur des discussions sur le projet d'accord de libre-échange UE-Mercosur...

Il y a pourtant urgence à agir. En diminuant les importations pour, à terme, stopper les flux de produits qui causent la déforestation et aggravent le changement climatique, en garantissant la traçabilité des produits concernés et l'information des consommateurs, en supprimant les taux d'incorporation d'agrocarburants, en rééquilibrant la fiscalité qui permet encore à l'huile de palme d'être deux fois moins taxée que toutes les autres huiles végétales, en interrogeant notre modèle alimentaire et notre consommation de viande... La plupart de ces propositions ne sont pas nouvelles, le gouvernement en dispose depuis la publication en décembre 2016 d'un rapport officiel qu'il a lui-même commandité. Et au-delà de ces solutions, c'est plus globalement nos modes de consommations et de déplacement qu'il est nécessaire de repenser pour une transition écologique et énergétique.

Pour **Julie Marsaud, coordinatrice du réseau Forêt de France Nature Environnement**, « *la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée doit stopper ce qui constitue un véritable hold-up mortifère pour notre planète avec 7 millions d'hectares de forêts détruits chaque année. Elle doit également déboucher sur un cadre et un cap pour la France, ses citoyens, les acteurs économiques et les salariés engagés dans cette filière. Elle ne peut se faire au coup par coup comme ce fut le cas à la Mède* ».

Prochaine étape : les négociations, prévues cette semaine à Bruxelles, sur l'objectif acté par le Parlement européen d'une interdiction de l'huile de palme dans les carburants dans 3 ans. Espérons que la France soutiendra cet objectif ; et que le gouvernement proposera enfin, à l'échelle nationale, une véritable Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée.

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr), Facebook et Twitter (@FNEasso).